

ORGANISE-TOI

UN JOURNAL DES JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

Bureau de dépôt:
BRUXELLES X
N° de client
P912345

Trimestriel n°6 - Janvier 2019



SOMMAIRE

- P. 3** **Climat : le leurre du capitalisme vert et de la transition.**
- P. 4** **Pourquoi penser et enquêter sur l'antiterrorisme ?**
- P. 6** **Les nouvelles générations veulent-elles vraiment de la flexibilité ?**
- P. 8** **Sans-papiers, jeunes, coursier·ère·s, on nous gouverne par la précarité.**
- P. 10** **Rencontre avec Le Poisson sans Bicyclette, un café féministe à Schaerbeek.**
- P.12** **Violence masculine & lutte sur le salaire chez McDonald's USA.**
- P. 14** **BD : Bruxelles, capitale coloniale.**

L'ensemble des textes sont sous
licence Creative Commons
CC BY-NC-ND

Crédit photo de couverture:
[instagram.com/greggygreg182](https://www.instagram.com/greggygreg182)

Crédit photo: Éléonore Offermans

JEUNES ORGANISÉS & COMBATIFS

UN MOUVEMENT POUR ET PAR LES JEUNES !

COMMENT ON AGIT ?

Nous sommes un mouvement antisexiste, antiraciste et anticapitaliste qui s'organise à la base, par groupe selon la région ou les affinités.

Nous fonctionnons de manière démocratique et horizontale: tout le monde s'exprime et participe aux décisions !

Nous décidons ensemble des campagnes à mener, nous mobilisons autour de nous et menons des actions sur le terrain pour nous libérer de toute forme d'oppression.

Nous développons des alternatives et des projets pour changer les choses ici et maintenant.

CE QUE L'ON FAIT

Pour ne pas rester isolé·e·s, on se réunit pour discuter et réfléchir sur les situations que nous vivons, pour décrypter l'actualité et le monde qui nous entoure.

Nous organisons des discussions, des cinés-débats, des soirées, des formations, etc...

Nous luttons pour une société égalitaire, juste et solidaire.

Ne nous laissons pas rabaisser constamment, organisons-nous pour affirmer notre dignité et faire entendre notre voix !

CE QUE L'ON VEUT !

Nous voulons vivre dans une société où tout le monde peut circuler librement, où chacun·e a droit à un logement digne, à un revenu, à une formation accessible, à un futur.

Nous voulons une démocratie réelle où les prises de décisions sont collectives et où chacun·e a son mot à dire.

Nous voulons contrôler nos vies, acquérir notre autonomie et nous émanciper de la logique marchande qui nous réduit à des consommateurs·trices et des travailleurs·euses

Nous sommes convaincu·e·s qu'un autre monde est nécessaire, nous sommes déterminé·e·s à tout mettre en œuvre pour le réaliser.

CLIMAT : LE LEURRE DU CAPITALISME VERT ET DE LA TRANSITION.

LES CONSÉQUENCES DRAMATIQUES DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE.

L'élévation des températures moyennes d'environ 1° depuis l'époque préindustrielle a déjà suffi à multiplier la fréquence des phénomènes climatiques extrêmes : canicules, inondations, sécheresses, incendies... Un réchauffement supérieur à 2° produirait une modification profonde et durable du système climatique ce qui rendrait très probable des conséquences graves, généralisées et irréversibles pour les populations et les écosystèmes. Même un réchauffement de l'ordre de 1,5° aurait des conséquences importantes sur tous les écosystèmes et pour les populations qui y habitent, particulièrement pour les plus pauvres. À ce titre, il est indispensable de limiter le réchauffement climatique au maximum et de le maintenir en dessous de 1,5° à l'horizon 2100.

L'URGENCE D'AGIR

Selon le GIEC, si le rythme d'émissions se maintient à son niveau actuel, il est extrêmement probable qu'un réchauffement de 1,5° soit atteint entre 2030 et 2052, autant dire demain, et conduite à un réchauffement de plus de 4° à la fin du XXI^e siècle selon les projections les plus conservatrices. Pourtant, aucun État ne semble réellement vouloir agir de manière à aller contre ces prévisions. Même si tous respectaient les faibles engagements qu'ils avaient pris lors de la COP21 à Paris, le réchauffement climatique s'élèverait à 3°. Les efforts à mettre en œuvre pour limiter le réchauffement climatique à 1,5° d'ici 2100 sont donc titanesques et rien n'indique une volonté des États et des industriels de se mobiliser pour sauver le climat.

NOMMER LES RESPONSABLES

Le bouleversement du climat et la destruction de l'environnement aussi dramatiques soient-ils ne sont pas une catastrophe, ils n'ont rien d'accidentel. Au contraire, ils sont le résultat d'un système économique, d'un mode de production capitaliste, basé sur l'exploitation à outrance des ressources naturelles et humaines dans le but d'augmenter toujours plus les profits des patrons et des investisseurs. Jusqu'où ce mythe de la croissance infinie nous mènera-t-il ? Jusqu'à quand accepterons-nous l'incohérence dans la gestion de la question climatique à l'échelle mondiale ?

Le capitalisme et le réchauffement climatique ne sont pas une fatalité, mais on ne peut que malheureusement constater chaque jour un peu plus leurs effets dévastateurs. D'une part, sur l'environnement : perte de biodiversité, pollution de l'eau et de l'air, phénomènes météo extrêmes... Et d'autre part sur les populations humaines, en particulier les plus pauvres, les personnes racisées et les femmes, qui sont trop souvent les premières à souffrir de ces événements, comme viennent tristement l'illustrer des événements tels que l'ouragan Katrina aux États-Unis, ou les crises alimentaires liées à la sécheresse dans la Corne de l'Afrique.

Alors que les plus riches disposent de bien plus de moyens pour échapper à ces événements naturels ou se reconstruire après ceux-ci, les plus pauvres ne disposent pas de cette opportunité. Une situation bien comprise par certains qui n'ont pas manqué de s'en emparer en créant des marchés spéculatifs spécifiquement basés sur la destruction de l'environnement (certificats verts, obligations catastrophes, etc.).

Des marchés qui profitent une fois de plus aux plus riches et qui contribuent à creuser le fossé béant de l'injustice climatique.

Face à ces constats, et même si le capitalisme pouvait être « moralisé » ou rendu plus « vert », ces démarches ne résoudraient en rien les problèmes de fond que sont l'exploitation des ressources naturelles et humaines. Pas plus que les méthodes d'apprenti sorcier plaçant une foi aveugle dans la technologie et en ayant recours à des méthodes de géo-ingénierie. Diverses énergies – dites vertes – sont amenées comme ébauche de solution à la lutte contre le réchauffement climatique : celles-ci sont critiquables dans le sens où elles sont fabriquées à base de quantités démesurées de métaux lourds, les éoliennes et les panneaux photovoltaïques par exemple. Elles renforcent le système en place en étant implantées sur des réseaux géants d'énergie qui détruisent l'environnement.

Le constat se fait de manière identique pour la notion de « transition douce ». Elle nous apparaît tout aussi pernicieuse en ce qu'elle tend à individualiser l'action contre le désastre écologique que nous vivons. Elle semble aussi vouloir unir riches et pauvres dans un même élan de « bonne volonté » alors que le fossé qui les sépare est sciemment entretenu par ces premiers. Nous assistons depuis une dizaine d'années à l'émergence d'une foule de processus visant à responsabiliser les individus en permettant la mise en place d'alternatives de consommation : mouvement zero-waste, incroyable edible, potagers collectifs, potagers urbains, etc. Ces alternatives, aussi louables soient-elles, ne seront pas suffisantes pour empêcher le dépassement de 1,5°C et ne concernent qu'une part très peu significatives de la population mondiale. Le seul principe de responsabilisation des individus, qui sert d'argument aux décideurs politiques, est donc un leurre. Le dernier rapport du GIEC indique que pour atteindre l'objectif de maintien du réchauffement climatique sous la barre des 1,5°C d'ici 2100, nous devons réduire de 80 % à 90 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. En parallèle, nous savons que les 100 industries les plus polluantes à l'échelle mondiale, produisent à elles seules 71 % des GES. Faire croire aux gens que c'est simplement en réduisant le volume de leur poubelle qu'on réglerait la question climatique est un mensonge, cela doit obligatoirement s'accompagner d'un changement du système de production.

L'ESPOIR EST DANS LA LUTTE

Plutôt que toutes ces fausses solutions « vertes », individualisantes, « douces », ou « morales », ce que nous voulons c'est un changement radical de société ! Un changement qui mettrait réellement en question la manière dont les biens sont produits. Où les populations auraient le contrôle de cette production et de son impact, contrairement à la situation actuelle où ceux qui polluent sont souvent très loin des conséquences de leurs actes.

Un changement qui ne s'accommoderait des « petits gestes » que s'ils permettent de construire un rapport de force réel contre ce géant destructeur qu'est aujourd'hui le capitalisme. Un changement qui verrait les États s'engager de manière ferme, ambitieuse et cohérente pour favoriser un service public fort en faveur d'une justice sociale et climatique. Un changement qui mettrait au premier plan notre capacité à s'unir et s'entraider pour la construction d'un avenir sans exploitation, sans racisme et sans sexisme.



ANALYSE

POURQUOI PENSER ET ENQUÊTER SUR L'ANTITERRORISME ?

par Chedia Leroij.

L'évocation du mot «terroriste» fait tout de suite surgir l'image des attentats du musée juif de Bruxelles, ceux du Bataclan, ou encore du métro Maelbeek et de l'aéroport de Zaventem. Depuis 2001 et les attentats du World Trade Center, les images de ces événements tragiques justifient une série de législations, de mesures de répression et de surveillance. Mais les populations ciblées par ces mesures dépassent de loin ce qui dans l'image du public représente « le terroriste prêt à tirer dans le tas. » L'accusation de « terrorisme » ou de « radicalisme » justifie la mise sous surveillance, la perquisition, la poursuite pénale, l'enfermement et la mise à l'isolement parfois en l'absence de faits matériels à reprocher aux individus visés. Elle transforme aussi dramatiquement les marges de manœuvres des avocats de la défense qui, dans certains cas, se trouvent face à un parquet tout puissant et des juges soumis. Pour nourrir leur campagne contre la répression, les Joc de Liège ont organisé une rencontre autour de l'antiterrorisme et de la politique carcérale avec Chedia Leroij. Elle nous a introduits à sa manière de penser et d'enquêter sur les effets et la fonction d'une telle politique. Voici des extraits de son intervention:

Puisque l'antiterrorisme se présente comme une manière de protéger la population contre des actes barbares, je voudrais pointer le fait que la notion de « population à défendre » est considérée dans ce discours de légitimation dans un sens très restreint et exclusif. En clair, il y a une partie de la population dont la sécurité n'est jamais prise en compte. Non seulement elle n'est pas prise en compte mais en plus son insécurité est décuplée par les discours et les mesures antiterroristes dont je vais donner quelques exemples après.

Cette population c'est évidemment celle qui jusque dans les années 1980 était désignée comme arabe ou immigrée, et que désormais on désigne comme musulmane, que les personnes ainsi désignées se reconnaissent ou pas sous cette assignation. C'est important cette apparition du vocable « musulman » dans les discours et son association progressive avec la figure d'un ennemi intérieur parce que celle-ci s'est construite à travers plusieurs séquences historiques assez révélatrices de ce qui se joue en soubassement de ce type de construction.

À l'échelle internationale notamment, la révolution iranienne est un moment de bascule important dans la manière dont vont être perçus les arabes d'Occident. En 1979, le shah est forcé de quitter le pays sous la pression populaire, l'imam Khomeiny qui vivait en exil depuis 15 ans revient au pays et s'impose rapidement comme le guide suprême, éliminant au passage les autres mouvements révolution-

naires laïques, marxistes ou encore anarchistes. Ce moment est un moment clé de l'affirmation d'un islam politique et aussi de la perte d'influence coloniale ou néocoloniale des puissances occidentales dans les pays arabes. Et c'est dans ce contexte que l'arabe d'Occident va être rebaptisé musulman et commencé à être soupçonné d'être la cinquième colonne, l'ennemi intérieur.

Je pense qu'il ne faut pas négliger non plus le fait qu'avec la chute du mur de Berlin en 1989 et de la menace soviétique, les États occidentaux ont directement cherché à reconfigurer une menace globale. C'est dans ce contexte que la théorie du choc des civilisations va connaître son succès.

Dans la suite, une série d'événements internationaux et leurs répercussions en Occident vont participer à amplifier cette aura de soupçon autour des musulmans : l'absence de fol enthousiasme des populations issues de l'immigration face à la première guerre du Golfe de 1991 ; en 2001 l'indignation face à ceux qui ont refusé de garder trois minutes de silence après les attentats du WTC... Sur le plan domestique il y a eu notamment les affaires du foulard, et puis la série des attentats terroristes sur le sol européen.

Ce que je veux souligner aussi en mettant en évidence ces événements c'est que l'on ne peut pas faire l'économie d'une lecture interactionnelle des événements et notamment des cycles de violence et contre-violence. Quand je parle de violence, je pense bien sûr aux guerres auxquelles participent les États Occidentaux, la Belgique y compris (Afghanistan, coalition internationale). Il ne faut pas oublier non plus que la Belgique est l'alliée d'un pays qui multiplie les exécutions extrajudiciaires à l'aide de ses drones partout où bon lui semble, c'est-à-dire en particulier là où il y a des musulmans. De même il faut rappeler que la Belgique a mis à disposition des américains ses aéroports pour les aider à transférer les personnes qu'ils avaient kidnappées vers Guantanamo et dont on sait le sort qui leur a été réservé.

Donc quand on se demande stupéfait : « Mais d'où viennent ses attentats, pourquoi « nous » veulent-ils du mal ? » Il ne faut pas oublier qu'à quelques milliers de kilomètres d'ici il y a des avions occidentaux qui balancent des bombes.

Le contexte de violence c'est aussi, au niveau domestique, la violence des institutions répressives mais aussi des violences matérielles et symboliques qui se traduisent notamment dans la discrimination à l'emploi, la discrimination au logement, la difficulté à pouvoir vivre sa religion publiquement et les processus d'altérisation, c'est-à-dire ceux qui consistent à créer un « nous » et un « eux ».

« Le contexte de violence c'est aussi au niveau domestique la violence des institutions répressives mais aussi des violences matérielles et symboliques. »

Pour une réflexion plus en profondeur du travail de Chedia Leroij, nous vous conseillons la lecture de ses articles et l'audition de ses émissions radios sur supermax.be

Les discours dominants sur le terrorisme ou sur la radicalisation n'ont pas une lecture interactionnelle des faits, c'est le moins que l'on puisse dire. Dans l'antiterrorisme c'est le discours pathologisant qui a la cote : les auteurs d'attentats sont des monstres, ou des fous et d'ailleurs tous ceux qui s'en approchent sont susceptibles d'être contaminés.

Cette lecture, elle commence déjà dans des dispositifs discursifs qui finissent par paraître anodins à force d'être communs. Je me suis un peu penchée sur le traitement médiatique d'événements qualifiés d'émeutes, il y a un an à Bruxelles :

- ceux qui ont accompagné la victoire du Maroc face à la Côte d'Ivoire lors d'un match de qualification pour le Mondial 2018 ;
- quelques jours plus tard, la destruction de mobilier urbain suite à l'intervention de la police dans un rassemblement à la Monnaie appelé par le blogueur français Vargass92 ;
- la destruction de quelques vitrines de l'avenue Louise, artère commerciale de luxe, ainsi que la dégradation d'une voiture de police après le rassemblement contre l'esclavage en Libye.

Ces événements ont fait l'objet d'une surmédiatisation nourrie par de nombreuses sorties politiques musclées. Au niveau fédéral, il a été question de tolérance zéro contre les jeunes (Jan Jambon, ministre fédéral de l'Intérieur, et Didier Reynders, ministre des Affaires étrangères). Au niveau bruxellois, il a été évoqué la possibilité de modifier la loi sur la protection de la jeunesse (Alain Destexhe, député bruxellois), et de prononcer des peines exemplaires à l'encontre des multirécidivistes supposés. Charles Picqué, président du Parlement bruxellois, déclare : « Il n'y a pas d'insertion sociale possible pour ces casseurs ».

Que nous dit ce genre d'énoncé : il y a une partie de la population qui est irrécupérable parce que, par essence, violente. Ce sont des casseurs. Et parce qu'ils sont par essence violents, ils se sont mis d'eux-mêmes hors la société. Et si ils sont hors la société, il devient alors légitime d'utiliser tous les moyens pour se défendre d'eux.

Il faut souligner que toutes ces déclarations et propositions de mesures répressives se font sur base de suppositions : on suppose que les auteurs des faits sont mineurs, qu'ils sont multirécidivistes. Et puis on a un Jambon qui, sans autre élément à l'appui que sa conviction personnelle, affirme que ces événements auraient été manigancés par un réseau organisé. Il suggère le transfert d'un logiciel d'analyse des réseaux sociaux issu de la matrice de l'antiterrorisme à la surveillance de la délinquance.

On voit bien que cette logique sous-tendue dans les dispositifs de l'antiterrorisme et dans ceux de contrôle et de surveillance appliqués aux étrangers, est étendue à des parts plus larges de la population.

Je voudrais reprendre une citation datant de 1987 pour montrer la continuité historique de ce genre de construction: le ministre de l'intérieur, Joseph Michel, qui était social chrétien, déclare à propos des « immigrés hors UE » : « **Je ne puis les qualifier autrement que de barbares... Ils n'ont rien de commun avec notre civilisation.** »

C'est ça aussi le processus d'altérisation que j'évoquais un peu plus tôt, c'est la possibilité de créer un « nous » - disons la société à défendre - et un « eux » - une population indéfendable, voire sur laquelle peut s'appliquer une violence quasi sans limite.

Et là, on voit qu'avec l'antiterrorisme, l'étendue de ce qui est autorisé sur cette partie de la population augmente dramatiquement.

Je voudrais juste pointer encore un élément lié aux législations antiterroristes. C'est la construction d'une citoyenneté conditionnelle. La modification de la loi sur la déchéance de nationalité signifie qu'à condamnation égale les citoyens uniquement belges et les binationaux - et il ne faut pas se leurrer sur le fait que ceux qui sont visés ce sont les belgo-marocains et les belgo-turcs - ne sont pas traités de la même manière. Il faut aussi savoir que les marocains ou les belgo-marocains envoyés au Maroc risquent des tortures autres que les régimes d'isolement de nos prisons.

Je voudrais juste encore vous proposer une question, une hypothèse que j'emprunte en partie à Nadia Fadil : **Est-ce que l'antiterrorisme ne serait pas une manière de gouverner les populations qui s'inscrit à la fois dans la continuité et en même temps, qui réactive de manière dramatique la gouvernabilité coloniale ?** Au moins à deux niveaux :

En premier, la possibilité d'une violence accrue sur une partie de la population à laquelle on n'octroie pas la légitimité de se défendre. À cet égard il faut quand même ajouter que ce n'est pas qu'une question de racisme mais aussi une question de classe : le sort des détenus, puisque les prisons servent à gérer la pauvreté, est là pour nous le rappeler.

Et à un deuxième niveau : la mise en place d'une citoyenneté conditionnelle pour une partie de la population qui peut à tout moment se voir retirer cette citoyenneté ou les services de base qu'elle permet, comme celui d'avoir un compte en banque.

LES NOUVELLES GÉNÉRATIONS VEULENT-ELLES VRAIMENT DE LA FLEXIBILITÉ ?

Pour la FEB, il existe une nouvelle génération qui veut spontanément devenir indépendante et qui désire la flexibilité, la préférant à la stabilité. La campagne Le Temps Presse ! a mené une contre-enquête dans laquelle il est apparu que le marché du travail segmenté, les contrats flexibles ainsi que les difficultés pour être reconnu comme demandeur d'emploi sont vus par une majorité de jeunes interrogés comme un frein à leurs attentes.

En octobre 2017, la Fédération des entreprises de Belgique (FEB) organisait son événement «Young Talent in Action» afin d'exposer ses solutions contre le problème du chômage chez les jeunes sur base d'une enquête réalisée par IVOX, un bureau d'études de marché spécialisé dans les questionnaires en ligne sous forme de concours. La FEB en a conclu que « **Les jeunes travailleurs de demain sont très flexibles et s'attendent à la même attitude de la part de leur futur employeur** ». Elle réclame la maîtrise des coûts salariaux, la réintroduction de la période d'essai ou encore l'assouplissement des règles sur le travail intérimaire. Ce qui généralement est identifié comme étant les causes des difficultés des jeunes (flexibilité non choisie, intérim, régime d'indépendant) devient après enquête de la FEB ce qui justement libérerait les jeunes de la précarité.

La campagne Le Temps Presse ! a donc mené une contre-enquête auprès d'une septantaine de jeunes lors d'entretiens individuels. Des mises en perspective à partir d'autres sources de données ainsi que des apports théoriques ont également été apportés à l'enquête.

Lors de nos entretiens, nous avons rencontré des jeunes qui donnaient de l'importance à leur épanouissement : «Je veux du sens», «Me sentir bien dans ce que je fais, le salaire n'est pas important, gagner peu et vivre simplement», «M'écarter ; apprendre ; éviter la routine ; construire quelque chose qui a du sens pour moi».

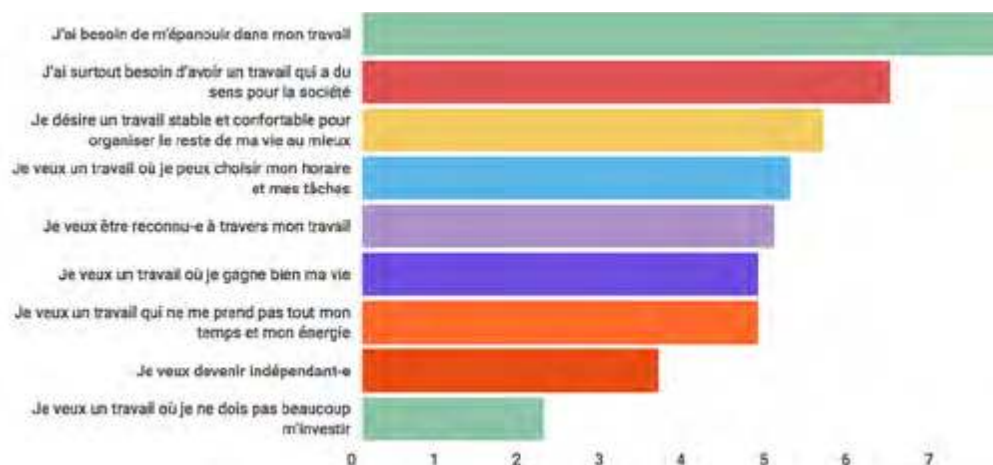
D'autres témoignages donnent de l'importance aux valeurs de vie en commun et à la responsabilité : «Mon but est de faire ce que j'aime, idéalement, de façon éthique», «Je voudrais un travail à responsabilité. C'est quelque chose qui me semble important». Certains aux salaires : « L'important c'est de payer ses factures, même si l'idéal est de faire ce que l'on aime ». Tandis que d'autres veulent créer leur propre entreprise : «J'aimerais créer mon entreprise et donner une vie meilleure que la mienne à mes enfants», ou alors tiennent la valeur travail à distance : «Je voudrais un travail qui permette d'avoir une vie à côté avec des horaires plus normaux», «Le travail n'est pas une priorité dans la vie. Mon épanouissement, me rendre utile et bien sûr vivre le plus simplement ».

S'il fallait résumer les attentes des jeunes d'aujourd'hui, on mettrait en avant ce témoignage qui, pour nous, résume assez bien leur état d'esprit : «Je suis prêt à vivre pour mon travail si c'est quelque chose qui colle avec mes idéaux, me permet de travailler à un modèle de société plus en lien avec mes principes. Par contre, si j'étais amené à devoir gagner ma vie dans un secteur quelconque, j'espère pouvoir bénéficier de marge de manœuvre - temps libre, très bon salaire - pour vivre comme je l'entends.»

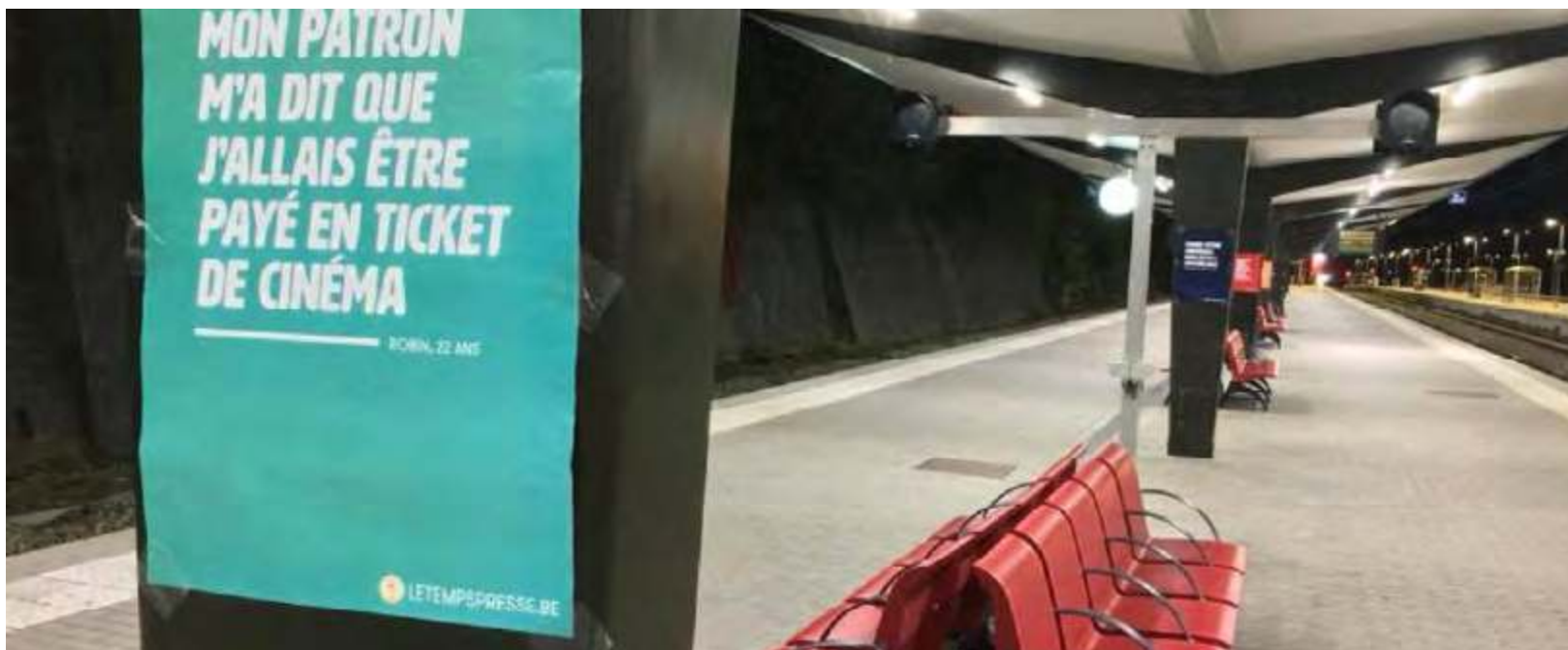
Les jeunes ont bien conscience qu'ils et elles doivent travailler, mais ils veulent pouvoir déterminer les conditions de leur employabilité. Il ajoute : «**Soit les avantages salariaux, soit l'épanouissement** » comme s'il comprenait que l'un ne va pas avec l'autre et qu'il va devoir choisir plutôt que d'avoir le choix.

Voici ce que nous a dit Joshua lors d'un entretien : «Sous le capitalisme, mes prétentions sont considérées comme utopistes, mais dans une société où ce qui est au centre n'est pas le profit mais le bien commun, ces mêmes revendications prennent plus de sens et seraient plus réalistes». Depuis maintenant presque 40 ans, le capitalisme a basculé dans une nouvelle ère, celle de la financiarisation, des délocalisations tous azimuts et de la flexibilité pour les travailleurs. La jeunesse d'aujourd'hui se retrouve en pleine tempête, obligée d'inventer les solutions de fortune qui sont à sa portée en fonction des capacités et possibilités de chacun·e. Les entreprises de leur côté ont manqué à toutes leurs promesses : elles se sont montrées incapables d'offrir les emplois, les revenus et les satisfactions au travail qu'elles promettaient si les travailleur·euse·s les suivaient dans leur politique d'adaptation permanente aux exigences du marché mondial.

Aucun·e jeune n'a déclaré que sa volonté était de s'adapter constamment aux demandes du marché du travail.



Graphique : Préférences des jeunes interrogés sur leur attentes vis-à-vis du monde du travail



Comme nous avons tenté de le montrer, il est difficile de dissenter sur le rapport au travail des jeunes sans tenir compte des conditions d'emploi et de travail auxquelles ils et elles sont confrontés.e.s. Ces situations sont tout d'abord marquées par la précarité des emplois.

Contrairement à ce que l'étude de la FEB indique, s'il fallait trouver des caractéristiques qui permettent d'opposer les «jeunes» aux autres générations, c'est donc plus dans les conditions d'emploi, d'insertion professionnelle et de carrière qui leur sont proposées qu'il faudrait les chercher. Sans oublier le chômage et l'élévation du niveau d'éducation concomitante à une dévalorisation des diplômes.

Les enquêtes disponibles montrent pourtant qu'il n'y a pas ou peu de différences entre cette génération et celles qui l'ont précédée et que ces petites différences peuvent largement s'expliquer par la conjonction d'un plus haut niveau d'études et de plus grandes difficultés d'insertion sur le marché du travail. Le succès des enquêtes comme celle de la FEB sur une spécificité de la nouvelle génération (les individus nées entre 79 et 94, parfois appelés Millennials) relève des préoccupations de gestionnaires qui ont besoin de placer les individus dans des cases pour leur appliquer des recettes standardisées plus que de la transformation réelle des rapports au travail qui émanerait d'une volonté propre à la jeunesse d'aujourd'hui.

Le rapport au travail et aux institutions du monde du travail est le produit d'un ensemble complexe dans lequel la classe sociale, la race sociale et le genre a une empreinte majeure. De nombreux travaux ont analysé l'effet des trajectoires et des parcours d'insertion professionnelle sur le rapport à l'emploi et au travail. Tous ces travaux sont unanimes : les trajectoires façonnent et laissent des traces. Les trajectoires ne sont pas neutres. Si la transition est trop longue vers un emploi stable et/ou un travail satisfaisant, ou si la précarité perdure, il est difficile de se réinventer une trajectoire.

Le rapport au travail des jeunes générations semble évoluer d'une relation de racine où l'on tient une position pour s'enraciner dans un métier ou une entreprise et y construire une identité et des compétences spécifiques à une relation de chemin où l'on construit un parcours personnel à travers les différentes étapes traversées. Cela est moins un choix fait par les jeunes en fonction de valeurs ou de préférences qui lui seraient propres qu'une adaptation aux nouvelles contraintes du marché du travail. Apparemment, les jeunes s'habituent aux risques et apprennent à les gérer.

« La jeunesse d'aujourd'hui se retrouve en pleine tempête, obligée d'inventer des solutions de fortune qui sont à sa portée en fonction de ses capacités et possibilités. »

Comme notre enquête l'indique, l'école est centrale pour éviter une trajectoire menant à la précarité chez les jeunes. À quoi servent les apprentissages liés à la certification et à la compétition scolaire, plutôt qu'à la collaboration et au travail collectif, si ce n'est celui de renforcer l'atomisation des individus et de leurs compétences face à un marché du travail rendu hypercompétitif ?

L'école devient de plus en plus ce lieu de l'apprentissage de la hiérarchie, de la docilité, de la division du travail, de la ségrégation, de la reproduction sociale et de l'embrigadement idéologique. Pour renverser cette tendance, nous demandons que l'école revienne à sa tâche première qui est d'offrir un apprentissage de qualité pour tous. Il est urgent que les lieux d'apprentissage soient dotés des moyens humains et matériels nécessaires. Ces moyens doivent permettre la réussite de tous afin de lutter contre les inégalités de capital culturel ainsi que la mise en place de méthodes d'apprentissage alternatives. Nous exigeons aussi un apprentissage intégralement gratuit (coûts directs et indirects), nécessaire au développement d'une vision de l'apprentissage basé sur le plaisir d'apprendre qui rejette l'idée individualiste d'un retour sur investissement.

Il en va de même pour le temps libre. Comme nous l'ont fait remarquer les jeunes lors de nos entretiens, celui-ci est fondamental pour leur équilibre. Dès lors que faire lorsque le temps libre est menacé par sa marchandisation et aussi par un temps de travail qui s'allonge et s'intensifie ? Nous demandons que l'on veuille à défendre le temps libre existant et à l'augmentation de celui-ci en lien avec la réduction collective du temps de travail et qu'on assure une frontière entre vie privée et professionnelle.

Le dossier complet de l'enquête est disponible en téléchargement sur notre site internet: www.joc.be

SANS-PAPIERS, JEUNES, COURSIER·ÈRE·S, ON NOUS GOUVERNE PAR LA PRÉCARITÉ.

Nous avons réuni autour d'une même table trois syndicalistes de la CSC dont l'action se situe en marge de ce que l'on peut considérer comme la représentation majoritaire et historique du mouvement ouvrier. Avec eux, nous avons voulu en savoir plus sur les processus de précarisation auxquels ils doivent faire face dans leur travail d'organisation syndicale. Martin Willems, secrétaire permanent de la CNE, est actif avec le Collectif des coursier·ère·s. Eva M. Jiménez Lamas est responsable syndicale à Bruxelles et représente le Comité des Travailleurs·ses Migrants·tes avec et sans papiers de la CSC. Ludovic Voet est quant à lui responsable national des Jeunes CSC.

Pouvez-vous nous décrire quelle est la situation dans les publics et collectifs que vous représentez ici et quels sont les enjeux actuels ?

– Eva M. Jiménez Lamas : Dans notre Comité, nous parlons toujours de personnes précarisées et non pas de précaires. Nous voulons mettre en avant le fait que c'est le système qui précarise les personnes, que c'est un état structurel en évolution. Le mot précaire rejoint quant à lui pour nous une notion de fragilité, d'un état à un moment donné, pas une évolution temporelle due aux structures de domination. Il y a plus ou moins 100 mille travailleur·euse·s sans-papiers sur notre territoire, presque exclusivement concentrées sur le territoire bruxellois. Bruxelles, c'est le lieu où se trouve Fedasil, l'Office des étrangers, le Petit château, le Parc Maximilien. C'est un territoire stratégique extrêmement important pour celles et ceux qui à un moment doivent introduire une demande d'asile, de régularisation. Au bout de la chaîne de précarisation, il y a les sans-papiers et en particulier tout au bout de la chaîne, on retrouve les femmes sans-papiers. Le fait est que le travailleur·euse sans-papiers, ou toute personne qui vient en Belgique avec un permis B, se retrouve en situation de dépendance totale, souvent face à des patrons abusifs. Leur dossier de séjour est lié exclusivement à ce permis de travail. On ne naît pas sans-papier, on le devient. La position de l'Office des étrangers, ce n'est pas de sauver des personnes c'est de chercher la faille dans le parcours migratoire d'une personne pour pouvoir la refuser.

– Martin Willems : Chez les coursier·ère·s, il y a beaucoup de jeunes mais pas uniquement des étudiant·e·s. Beaucoup sont en décrochage scolaire et font valloir que valloir leurs humanités. C'est très facile de s'inscrire et de commencer à travailler chez Deliveroo et on se retrouve avec des livreur·euse·s qui ont des vieux vélos mal réglés pour ce boulot. Avant, il y avait des personnes qui roulaient beaucoup et essayaient d'en tirer un revenu. C'est désormais impossible avec les nouveaux changements de statut qui ont été imposés unilatéralement. Tu ne peux pas être indépendant·e à titre principal avec des courses à 5 euros. De plus, l'immense majorité des coursier·ère·s sont maintenant passés sous la Loi De Croo qui ne permet pas de gagner plus de 6130€ par an. La Loi De Croo n'est pas vraiment un statut, juridiquement c'est un OVNI. Beaucoup de personnes travaillent comme coursier·ère·s en attendant autre chose mais personne ne sait me dire si c'est compatible avec un revenu de chômage. Cette loi concerne normalement des services de pair à pair mais ici on n'est pas là-dedans. La précarisation passe aussi par l'insécurité juridique.

Le cadre légal a donc changé la sociologie du coursier. La population se renouvelle tous les deux mois, c'est extrêmement volatile. Il y a de nouvelles personnes dans le Collectif et c'est très chouette mais cela pose des problèmes de continuité. Il y a quand même une attache et la création du Collectif a permis de créer un fil,

de faire référence au passé. Ce changement permanent parmi les coursier·ère·s pose des questions fondamentales si on parle d'organisation des précaires. J'ai le pressentiment que la notion d'investissement dans le travail est fondamentale. Avec un boulot précaire on ne peut pas investir son travail comme le fait le métallo qui est dans son usine depuis 20 ans. On ne fait pas sa vie autour d'une entreprise comme Deliveroo, et les coursier·ère·s eux-mêmes ne le veulent pas. Avec le Collectif, on a fait deux réunions avec des nouveaux et on a dû refaire tout le travail sur le cahier de revendication. On ne peut pas dire aux nouveaux membres que ce travail a déjà été fait et l'imposer comme ça. Mais ce qui est intéressant est qu'on arrive à un cahier de revendication similaire à celui fait il y a un an. Ils ont mis une revendication tout en haut qui est la concertation sociale, pas comme on l'entend syndicalement avec le CPPT (Comité pour la prévention et la protection au travail) mais une forme de dialogue social. La revendication suivante concerne un revenu minimal par heure et puis il y a toutes les questions de sécurité et des demandes plus spécifiques. C'est un signal positif.

– Ludovic Voet : Avec les Jeunes CSC, nous avons réalisé une enquête auprès de 6000 jeunes sur leurs rapports au travail ainsi que sur leurs conditions de travail et de revenu. Que nous a-t-elle appris ? En premier lieu, dès le départ parmi le public jeune, on voit de grosses différences liées au monde du travail entre francophones et néerlandophones, mais aussi entre hommes et femmes malgré le fait que les femmes sont majoritairement mieux diplômées par rapport aux hommes. Cela veut dire qu'on a un effet structurel dans le monde du travail et que ces différences ne sont pas seulement une question d'éducation. Quelques chiffres intéressants sont ressortis de l'enquête : 30 % des jeunes travailleurs ont décidé de postposer un projet à cause de leur situation professionnelle comme quitter le domicile familial alors qu'ils travaillent ; 45 % des jeunes travailleurs francophones craignent de perdre leurs emplois ; 72 % n'ont pas de CDI après un an de travail ; Le taux de CDI temps plein chez les jeunes dans l'emploi est à moins de 50 % (chez les francophones on arrive à 42 %) quand par rapport à la population générale on est à 70 % ; 70 % des jeunes ont connu le chômage, c'est un passage obligé à la fin des études ; Le travail étudiant était avant circonscrit aux périodes d'été et on pouvait comprendre ce besoin. Maintenant, des jeunes étudiant·e·s travaillent toute l'année dont 27 % travaillent 16h/semaine. Nous avons aussi questionné la centralité du travail. Les jeunes dans leur grande majorité ont envie de rentrer dans un travail qui est source de relation sociale, de reconnaissance et d'utilité. Il y a cette motivation mais la situation concrète est à mille lieues de la situation envisagée. Il existe ce mythe qui dit qu'à partir du moment où on a un travail et un contrat on ne sera plus pauvre, que l'on va s'en sortir. La réalité c'est qu'il y a de plus en plus de travailleur·euses pauvres. On est de plus en plus dans une situation de précarisation des statuts et des contrats proposés aux jeunes. La jeunesse est un laboratoire de la précarité. Mais ce n'est pas parce que je donne des chiffres à un jeune que cela va lui permettre de



s'organiser, bien que cela lui donne une réalité qui va nous orienter vers ce quoi on veut aller. Notre travail syndical c'est d'organiser des publics qui vivent la même chose, qui vivent une réalité commune sur laquelle on va pouvoir s'organiser.

Quels liens peut-on faire entre ces différents « publics » précarisés, qu'est ce qui les relie ?

– Martin Willems : Si on prend le cas des coursier·ère·s, on est ici à la croisée des chemins avec des publics qui se recoupent. Parmi eux, il y a un nouveau public en marge de l'Union européenne. Un sans-papiers peut travailler sous la Loi De Croo, il ne bénéficiera pas du droit du travail parce que ce n'est pas reconnu comme un travail. Cela ne donne aucun droit, c'est du black organisé. Le gouvernement dit que c'est une manière de rendre transparente des choses qui se font en black, mais cela n'a rien changé. Il n'y a aucune protection, aucune couverture en cas d'accident. C'est la formalisation du travail informel. Il y a des sans-papiers qui doivent faire face à ça ainsi que beaucoup de jeunes.

– Ludovic Voet : On crée des sous-statuts qui vont avoir ensuite un effet sur le monde du travail. Il y a un parallèle à faire entre le travail étudiant et le travail intérimaire. Le contrat intérimaire est une des manières dont on va influencer le monde du travail. Le revenu moyen des intérimaires est de 4400 euros annuels seulement. On ne peut pas en vivre. On accepte la précarité momentanément pour faire face à des situations difficiles, mais cela a des conséquences globales. Je vais prendre un autre exemple qui concerne les étudiants. Quand on prend la classe d'âge aujourd'hui qui entre à l'Université on sait déjà qu'il y a la moitié qui ne rentrera pas dans les conditions pour bénéficier des allocations d'insertion à cause des réformes de détricotage, de l'alourdissement du stage d'attente et des contrôles de la disponibilité. Et ne pas y rentrer, cela a des conséquences. Après trois mois, tu dois accepter n'importe quel boulot même si tu es surqualifié·e. Cet aspect-là, de mettre de moins en moins de gens dans la sécurité sociale, ça relie les publics précaires. La précarité des jeunes, des sans-papiers est aussi organisée par le gouvernement à travers les conditions d'accès à la sécurité sociale.

Est-ce qu'à un moment la question des alliances est posée ? Serait-il envisageable de créer un front commun des précaires ?

– Eva M. Jiménez Lamas : En ce qui nous concerne, nous prônons la convergence des luttes non seulement en interne mais également en externe. Les sans-papiers de notre comité font partie de la Coor-

dination nationale des sans-papiers et on participe aussi à la Manifestation contre la répression du 15 mars organisée par les JOC. Nous envisageons la lutte non selon le principe de la charité mais suivant le principe de l'égalité des droits qui rappelons-le au sein du droit du travail, est destiné à tous·tes les travailleur·euse·s quelques soit leur statut - avec ou sans papier. Nous voulons mettre plusieurs choses en avant : le droit du travail, le droit à la mobilité mais aussi le fait de rappeler que le curseur des responsabilités doit être ramené vers les décisions politiques. Il faut dénoncer ces politiques qui via la rhétorique du bouc-émissaire déplacent les responsabilités de la crise vers les personnes étrangères. Ce sont des choix politiques qui placent des êtres humains en situation totalement inégalitaire par rapport à d'autres. Est-ce normal d'avoir des personnes à l'intérieur du droit et d'autre à l'extérieur ? Il existe une forme de racisme d'état qui crée une population de personnes corvéables à merci et qui les invisibilise. Il suffit de penser à toutes ces femmes qui dans nos métropoles s'occupent de nos enfants et de nos parents.

– Ludovic Voet : La CSC reconnaît des groupes spécifiques : les femmes historiquement puis les migrants, les jeunes et les sans-emploi. C'est une reconnaissance de problèmes spécifiques à des publics plus précaires. Syndicalement, il faut prendre en main ce travail à côté du travail qui est fait traditionnellement dans les entreprises - avec l'image de l'homme blanc de 45-55 ans qui a un contrat temps plein, des droits et un bon salaire grâce à la concertation sociale. Si on ne se retrouve peut-être pas toujours tous autour d'une table, c'est aussi parce qu'on a une méthode qui est que les gens doivent s'organiser à partir des lieux où ils se trouvent et où la problématique est rencontrée. Dans une perspective intersectionnelle, on ne va pas mettre tout le monde ensemble et dire : « **Mettez-vous d'accord et on fait un front aujourd'hui.** » Mais on part du constat qu'il faut prendre en main toutes ces situations. Il y a une volonté de la CSC d'avancer là-dessus depuis notre dernier congrès. Après il faut que cela soit mis en acte mais il y a une prise en compte de ces changements.

Eva M. Jiménez Lamas : Ne sous-estimons pas la manière dont nous contribuons au travail les uns les autres. Avec les Jeunes CSC nous avons participé à plusieurs réunions, nous sommes intervenus dans des formations anti-racistes. On a organisé des tonnes d'AG avec des sans-emplois durant lesquelles nous invitons les différents groupes spécifiques à intervenir pour tenter de mettre en lumière les dominations structurelles auxquelles nous sommes aux prises. Il faut montrer que c'est au travers de la solidarité, de la justice sociale que nous pouvons contribuer à des conditions de vie meilleures pour tout le monde.

RENCONTRE AVEC LE POISSON SANS BICYCLETTE, UN CAFÉ FÉMINISTE À SCHAERBEEK

À quel besoin correspondait votre projet de lieu ?

– Charlotte : On était impliquées un peu dans les milieux féministes bruxellois et on avait envie de se réapproprier un espace symboliquement assez masculin qui est le café. Il est souvent tenu par des hommes et il y a pas mal d'enjeux dans les rapports de genre. On voulait aussi un lieu qui soit moins formel que celui des organisations féministes déjà existant. Un lieu qui permet de se rencontrer, de se croiser, de débattre sur des sujets, mais aussi qui permet de visibiliser les enjeux féministes de manière moins formelle. On développe toute une série d'activités comme des conférences, des apéros féministes, mais aussi des trucs plus légers comme la diffusion de compétitions sportives féminines. L'idée derrière c'est à chaque fois de questionner une norme et de promouvoir aussi les femmes et les personnes queer dans des espaces où elles sont souvent minoritaires, où il y a du sexisme comme dans le milieu culturel ou sportif. L'idée de montrer des compétitions sportives féminines c'est, sans avoir de grands débats, de se dire : On ne voit pas souvent ça ? Comment ça se fait ? Questionner la norme ça se fait aussi sur les produits proposés dans le café, on vend des tarifs accessibles, souvent à prix libre ou bien variable. On essaye aussi d'avoir un maximum de fournisseurs féminins.

– Amandine : Il y a plusieurs types de féminisme et on cherchait un féminisme plus inclusif qui ne soit pas celui blanc mainstream bourgeois même si on reconnaît que tous les combats sont importants. On s'est rendues compte qu'il y a un enjeu d'intersectionnalité qui n'est pas toujours présent dans les structures féministes. On a voulu croiser les différents systèmes de dominations : sexisme, racisme, capitalisme et toutes les autres oppressions. Le Poisson sans Bicyclette, c'est un lieu qui veut aussi porter ces valeurs-là.



Comment fonctionnez-vous pour faire tourner le lieu ?

– Amandine : Au niveau de la façon dont on s'organise, cela nous semblait cohérent et logique d'avoir un modèle horizontal en autogestion. Ce n'est pas toujours évident. On a parfois une idée de ce que cela doit être, mais on n'a pas toujours les outils pour la mettre en place. On est accompagnées par un collectif qui s'appelle Collectiv-a. Il nous permet de réfléchir aux rapports de pouvoir qui peuvent être recréés au sein du groupe et il nous donne des outils d'intelligence collective et de gouvernance participative.

– Charlotte : C'est super intéressant et c'est vraiment une expérimentation. On n'a pas l'habitude de ce type de fonctionnement quand on est habituées à être dans des modèles verticaux depuis tout petit. On se rend compte qu'il faut sans cesse se questionner, c'est très dynamique. Il faut questionner les espaces de prise de décisions, les lieux de concentration de pouvoir. On ne veut pas seulement promouvoir un modèle alternatif, mais aussi l'appliquer nous-mêmes en tant que groupe.

C'est un projet qui est prenant, comment abordez-vous la question du bénévolat ?

– Amandine : On s'est rendues compte que dans notre groupe on était plusieurs à être dans des situations de précarité. Il y a des mères solos qui vivent des difficultés spécifiques et certaines questions se posent. Avoir des activités en soirée, cela veut dire pouvoir se libérer, faire appel à une baby-sitter. On se rend compte que c'est important d'y réfléchir. Ce n'est pas évident de fonctionner en autogestion et dans un projet qui n'a pas pour but de faire de profit.

– Charlotte : À part si tu es rentière, donner beaucoup de temps dans un projet militant c'est vraiment compliqué. C'est un peu un privilège et on s'en rend compte parce qu'au niveau de nos militantes on est toujours sur un fil et au moindre truc, ça ne va plus. Dans les dynamiques de groupe, des personnes peuvent beaucoup s'impliquer et puis d'un coup il y a le chômage qui te tombe dessus et tu es obligée d'accepter un job. Ça crée beaucoup de frustration.



253, RUE JOSAPHAT - 1030 SCHAERBEEK
WWW.LEPOISSONSANSBICYCLETTE.BE

Ce n'est pas qu'on n'a plus envie, mais à un moment la réalité fait que tu n'as pas le temps, pas l'espace mental ou la santé. C'est pour ça qu'il y a aussi un enjeu économique dans notre projet. On aimerait bien à un moment donné pouvoir se payer des baby-sitters, se payer des salaires en tournante. Il y a un enjeu financier qui est là et qui est difficile à articuler avec un modèle anticapitaliste.

– Amandine : On aimerait n'avoir pas besoin de salaire, se concentrer sur notre projet, mais après on doit payer nos loyers, notre bouffe. On est rattrapées par les logiques du système qui fragilisent notre fonctionnement. On a toutes une réflexion sur comment pérenniser le lieu et malgré tout, malgré le fait que nous sommes en gouvernance partagée, il y a des piliers. C'est aussi un enjeu de pouvoir. Il faut savoir ne pas prendre toute la place parce qu'on a plus de temps à se consacrer au lieu.

Comment construisez-vous alors la solidarité entre-vous ?

– Charlotte : On doit trouver un équilibre par rapport au financier sans pénaliser le public. Un moment, on a vendu des trucs à perte et ce n'est pas possible. Et puis il y a aussi la solidarité avec d'autres. On est conscientes qu'en tant que collectif mixte, à tous les niveaux, on a potentiellement plus facile à obtenir des subsides que d'autres collectifs, par exemple les afroféministes ou des collectifs qui peuvent être considérés comme communautaires ou bien qui pour des raisons politiques refusent des demandes des subsides. Quand on fait des ateliers sur les privilèges blancs, la personne qui est venue donner ces ateliers a été défrayée. Les artistes ont souvent des contrats pourris et on leur demande tout le temps de faire des trucs gratos. C'est dur pour nous de les faire venir gratuitement. On est conscientes de ça, mais en même temps on n'a pas toujours les moyens. On vient d'obtenir un petit subside et il va aller pour ça, pour défrayer un minimum les artistes, les conférencières.

Amandine : On voit qu'au niveau institutionnel, il y a un durcissement et on le vit. On est plusieurs à avoir eu des problèmes avec notre statut de chômeuses parce qu'on milite au collectif. L'ONEM n'aime pas trop le statut de bénévole et on a vu nos allocations menacées, il juge que ça ne va pas d'être impliquées dans une structure, pas impliquées à 100 % dans la recherche d'emploi. On sent qu'on est dans un cadre qui est violent. On a comme principe de base que les personnes qui vivent des situations de précarité ou d'oppressions spécifiques sont les expertes de ce qu'elles vivent et du coup c'est important que leurs paroles soient centrales dans les enjeux qui les concernent. C'est une vigilance qu'on a à chaque fois qu'on aborde une thématique. La façon dont on s'organise en interne questionne les situations individuelles et il y a un aller-retour de réflexions. On est plusieurs à qui l'idée même du salariat, de la dépendance hiérarchique à un patron ne donne plus envie. On n'a pas envie de se retrouver là-dedans, mais en même temps on sait qu'on va devoir retourner dans ce jeu-là pour trouver un boulot. Le fait d'être en autogestion, d'aborder des sujets et de prendre conscience de trucs qu'on ne voyait pas avant, on peut dans un sens dire que cela nous précarise. On n'a plus envie de faire certaines choses et on rentre dans des stratégies de survie.



« Il faut questionner les espaces de prise de décisions, les lieux de concentration de pouvoir. On ne veut pas seulement promouvoir un modèle alternatif, mais aussi l'appliquer nous-mêmes en tant que groupe. »

VIOLENCE MASCULINE & LUTTE SUR LE SALAIRE CHEZ MCDONALD'S USA



Crédit photo: Spencer Platt

Le mardi 18 septembre 2018, les travailleuses de McDonald's ont donné naissance à la première grève contre la violence masculine et le harcèlement au travail organisée contre une multinationale aux États-Unis. Derrière le slogan « Je ne suis pas au menu, restez loin de mes cuisses ! », de nombreuses femmes - noires, asiatiques et latines, migrantes et non — ont participé à des piquets de grève et défilé dans plusieurs villes américaines, dont Chicago, Los Angeles, Miami, Milwaukee, La Nouvelle-Orléans, Orlando et San Francisco. Après des dizaines de plaintes rejetées de manière indigne par les responsables des restaurants - « vous consentiez », « ne gémissiez pas comme une fille », « vous ne gagnerez jamais » - ces femmes ont cassé l'impuissance de leur isolement et ont pris la parole ensemble. Faisant écho au cri lancé ces dernières années dans le monde entier, le rejet de la violence masculine est entré sur le lieu de travail et, avec la grève, a donné un élan inattendu à la lutte quotidienne des travailleuses contre leur exploitation.

Le mot d'ordre en faveur d'une grève féministe s'est répandu aux États-Unis à partir du 20 janvier 2017, juste avant la grande marche des femmes qui a contesté l'investiture de Donald Trump, ainsi que les 8 mars 2017 et 2018, journée internationale de lutte des femmes. L'expérience des travailleuses de McDonald's ne peut être séparée de ce processus ni de la circulation massive du hashtag *metoo*, qui a donné une visibilité sans précédent à la lutte des femmes contre la violence et le harcèlement au travail. *#Metoomcdonalds* est le hashtag choisi par les grévistes pour montrer le lien qui existe entre leur lutte et ce mouvement mondial. Il y a évidemment un abîme entre les tapis rouges d'Hollywood - où le *#metoo* s'est imposé en conquérant une résonance planétaire - et les cuisines des McDo. Avant la grève, les informations faisant état des violences subies dans la chaîne de fast-food n'ont pas atteint les pages des principaux médias. Au contraire, les dizaines de femmes qui ont protesté contre les abus sexuels - et dans de nombreux cas ouvertement racistes - ont été victimes de représailles de toutes sortes, allant de l'insulte verbale aux renvois.

Cette déclaration de grève a créé une brèche et a permis de renverser le rapport de force. L'abus quotidien n'était plus une dénonciation solitaire mais une réponse collective composée de milliers de voix qui criaient : « **Brisons le silence, faisons l'histoire !** » En faisant grève, les travailleuses de McDonald's ont clairement montré qu'elles ne voulaient plus être pauvres, faibles et vulnérables, mais qu'elles étaient capables d'exercer une force collective contre la violence sexuelle et sociale qui les opprime.

Organisée de manière indépendante et sans recours syndical - puisque McDonald's USA interdit formellement l'adhésion de ses employé·e·s et que les salaires dans les fast-food sont trop bas pour payer les frais d'inscription - cette grève est vécue comme un acte de courage fort dans un environnement hostile à la fois aux femmes et aux initiatives collectives. Cette grève nous montre toutes les difficultés qu'ont les syndicats américains à faire leurs des initiatives qui ne sont pas déjà incluses dans le cadre de leurs médiations institutionnelles.

Les dirigeants de McDonald's ont réagi de manière désordonnée à cette lutte. Après avoir mis en avant les règlements et les formations contre le harcèlement, ils se sont dégagés de toute responsabilité en affirmant que le problème ne vient pas d'eux mais des propriétaires de franchise qui gèrent les restaurants. Cette justification est apparue ridicule au regard d'une entreprise qui est leader mondial dans le contrôle méticuleux de chaque mouvement de sa main-d'œuvre, dans le calcul infinitésimal de chaque pause, dans l'évaluation obsessionnelle de chaque tâche et dans le monitoring constant de chaque opération afin d'imposer un rythme de travail de plus en plus intense. Cette justification n'a toutefois rien d'étonnant. Depuis des décennies, les chaînes d'approvisionnement permettent d'intensifier l'exploitation et la précarité en supprimant tout résidu de responsabilité de l'entreprise vis-à-vis de ceux qui font le travail.

Au-delà des responsabilités formelles, la grève chez McDonald's montre aussi que, parallèlement aux salaires de famine, aux caméras de surveillance et aux badges, le harcèlement et les abus sexuels sont des instruments ordinaires pour imposer subordination et discipline aux femmes sur le lieu de travail. Déclarer « **nous ne sommes pas au menu !** » signifie qu'elles refusent d'être des objets entièrement disponibles pour le désir sexuel masculin, mais aussi qu'elles rejettent leur pleine disponibilité à l'exploitation. Ce n'est pas un hasard si parmi les revendications des grévistes on retrouve également la demande pour un salaire minimum de 15\$ l'heure pour tou·te·s les employé·e·s de la restauration rapide.

Faisant de la grève une pratique politique féministe, les employées de McDonald's nous ont aussi montré que la lutte contre l'exploitation ne peut être séparée de la lutte contre le racisme et contre la violence masculine qui l'accompagne. Elles ont provoqué une grève politique dans un pays qui en interdit expressément l'organisation par la loi.

Et elles n'étaient pas seules dans ce cas-ci. Le 7 septembre, les travailleuses de plus de 25 hôtels de Chicago se sont mises en grève : en plus de réclamer des soins de santé en cas de licenciement et une



« Faisant de la grève une pratique politique féministe, les employées de McDonald's nous ont montré que la lutte contre l'exploitation ne peut être séparée de la lutte contre le racisme et contre la violence masculine qui l'accompagne. »

augmentation de salaire, elles ont dénoncé l'indifférence coupable de la direction de l'hôtel face aux attaques racistes et au harcèlement sexuel subit quotidiennement.

Le 10 septembre, en Californie, une marche de femmes de chambre est partie de San Francisco vers Sacramento aux cris de : « À qui appartient mon corps ? À Moi ! ».

Le but de la marche était de s'opposer à la pratique systématique des violences sexuelles pendant les tours de nuit, souvent perpétrées par des supérieurs qui profitent des conditions d'isolements dans lesquelles les travaux de nettoyage sont effectués. Face aux manifestations, l'administration californienne n'a réussi qu'à faire approuver des cours de prévention de la violence sexuelle auxquels seules les travailleuses seraient tenues d'assister. Aujourd'hui, les femmes de chambres californiennes réclament des mesures plus énergiques et la fin du silence : des cours anti-violence pour les dirigeants et les employés et, surtout, la construction d'un réseau de soutien autonome composé des mêmes travailleuses pour briser l'isolement et rendre la dénonciation possible même dans des conditions de chantage.

Malheureusement, la situation est encore en train de se détériorer : ces secteurs de travail sont fortement composés de migrantes et les menaces d'expulsion avancées par l'administration Trump ont réduit considérablement le nombre déjà limité de plaintes concernant le harcèlement et le viol sur le lieu de travail. Pour ces femmes, le racisme du gouvernement américain signifie aussi l'impunité pour les violeurs et le pouvoir de disposer entièrement du temps et du corps des femmes migrantes.

Le message de ces travailleuses en lutte est clair : pour lutter contre la violence, les mesures de façade telles que les formations et les procédures ne suffisent pas, il faut conquérir un sentiment collectif de pouvoir. Alors que les institutions sont plus soucieuses de responsabiliser les femmes que de poursuivre les coupables, les syndicats n'ont quant à eux pas toujours été prêts à saisir la charge politique subversive contenue dans la lutte contre la violence et à la reconnaître comme une lutte fondamentale contre l'exploitation. Les travailleuses de McDonald's et des hôtels ont montré que la lutte contre la violence masculine pouvait pénétrer sur le lieu de travail et devenir ainsi un moyen de briser l'isolement imposé par la précarité. Cette lutte a créé les conditions d'une communication politique capable de dépasser les frontières sectorielles et nationales. La grève féministe n'est ni un rituel ni un événement de sensibilisation, elle permet de lutter contre la violence sociale et le harcèlement quotidien, elle se vit dans les luttes contre l'exploitation et contre le racisme.

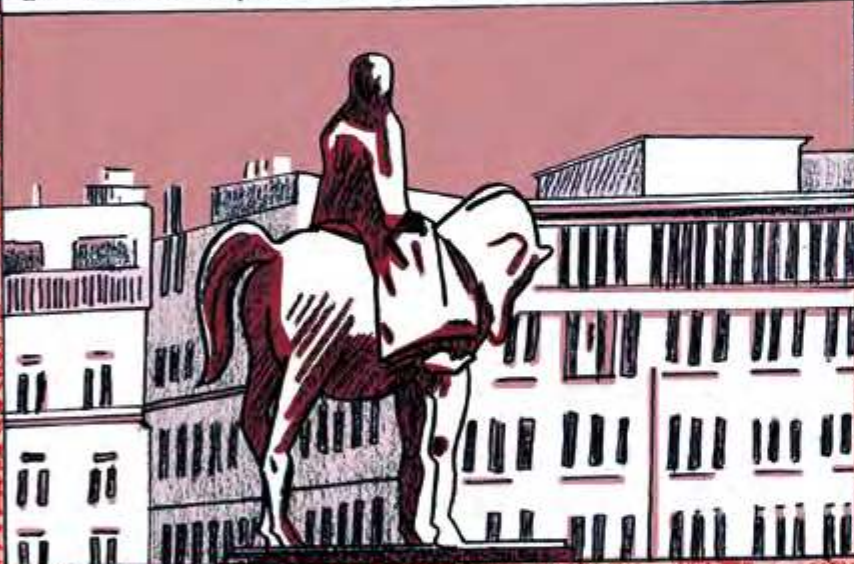
Un article publié initialement sur concessionnyprecarie.org, traduit depuis l'italien.

Bruxelles, capitale coloniale

Un dimanche après-midi, je rejoins aux abords de la Grand Place, le collectif mémoire coloniale, qui propose des balades dans Bruxelles des parcours qui révèlent au fil des rues et statues les traces que notre passé colonial a laissées dans la capitale.



Fin du 19^{ème} siècle, le roi Léopold II envoie l'explorateur Stanley annexer le Congo pour étendre sa propriété personnelle en Afrique. Présentée comme une expédition dans des contrées sauvages et exotiques, elle est violente, détruit les structures sociales existantes, s'accapare les denrées et impose par la force sa domination.



Grâce au profit tiré des colonies, le roi bâtisseur a pu transformer Bruxelles et construire des bâtiments symboles et ostentatoires comme le musée de Tervuren ou l'arche du Cinquantenaire.



Pour voir la statue d'un ancien colonial, nous quittons la Grand Place pour arriver devant celle de Charles Buls. Cet homme a aidé au financement et à la construction de la ligne de chemin de fer Kinshassa-Matadi. Cette entreprise exigée par les industriels qui ont un besoin accru de matière première, fait de nombreuses victimes indigènes. À ceux qui cherchent à échapper à ce type de travaux forcés, les coloniaux coupent les mains.



Notre jeu de piste ne s'arrête pas là, des rues portent les noms d'anciens coloniaux. Nous nous rendons face à la Bourse, rue Pierre Orts pour contrer les attaques dans la presse sur les violences des colons, le roi mandate cet homme pour diffuser une œuvre de propagande positive qu'il continue par la création d'un ministère de la propagande lors de la cession du domaine royal à l'état belge en 1945.



Près de la Gare Centrale, la rue des colonies jouxte celle du cardinal Mercier. Ce cardinal ordonne un prêche le dimanche matin pour exhorter le peuple belge à soutenir l'effort colonial qui était censé apporter les bienfaits de la civilisation aux sauvages africains. Dans une optique de ségrégation, l'église édifie des orphelinats pour s'occuper des sang-mêlés issus de viols ou de violences domestiques et dont la société de l'époque refuse l'intégration.

Nous terminons cette promenade en évoquant la mémoire de Patrice Lumumba, assassiné sous ordre de l'état belge après l'indépendance, face au buste du roi Baudouin, son adversaire politique lors des négociations. Après la commission parlementaire la vérité reste floue sur les conditions de son assassinat.



Pendant des années, le collectif mémoire coloniale a revendiqué un lieu où commémorer la mémoire de l'homme politique. En mars de cette année, à Bruxelles, une place portant son nom a été inaugurée. Mais les pas dans ce sens sont rares et le collectif milite pour que les monuments coloniaux laissés dans Bruxelles soient associés à un travail de mémoire et de reconnaissance sur l'impact qu'a eu le colonialisme sur leur pays.

SAVE THE DATE !

**15 MARS 2019 - CHARLEROI
MANIFESTATION
CONTRE LES RÉPRESSIONS !**

Une publication des
Jeunes Organisés & Combatifs



RETROUVE-NOUS SUR

WWW.JOC.BE

FACEBOOK: JEUNES ORGANISES COMBATIFS

TWITTER: JOC_BE

SECRÉTARIAT NATIONAL

4, Rue d'Anderlecht

1000 BRUXELLES

Tel: 02/513 79 13

secretariat@joc.be

COMMENT NOUS REJOINDRE

BRUXELLES

19, Rue Plélinckx 1000 BRUXELLES
jocbruxelles@joc.be bruxelles@joc.be
Fb: Joc Bruxelles

CHARLEROI

167, Boulevard Tirou 6000 CHARLEROI
charleroi@joc.be joccharleroi@joc.be
Fb:Joc Charleroi

LA LOUVIÈRE

2, Rue du Marché 7100 LA LOUVIÈRE
joclalouviere@joc.be
Fb: Sandrine Joc La Louvière

LIÈGE

29/11, Rue Saint-Gilles 4000 LIÈGE
jocliege@joc.be
Fb: Joc Liege

MONS

10, Rue M. Bervoets 7000 MONS
jocmons@joc.be
Fb: Joc Mons Borinage

NAMUR

17, Place l'Ilon 5000 NAMUR
namur@joc.be
Fb: Joc Namur

TOURNAI

10/8, Avenue des Etats Unis 10 7500 TOURNAI
tournai@joc.be
Fb: Joc Tournai

VERVIERS

25, Rue du Palais 4800 VЕРVIERS
jocverviers@joc.be
Fb: Joc Verviers

